



RÉGIE INTERMUNICIPALE
DE POLICE ROUSSILLON

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017



LE LOGO DE LA RÉGIE



Le logo de la Régie intermunicipale de police Roussillon est constitué principalement de l'insigne d'épaule que les policiers arborent sur leur uniforme. Nous y retrouvons les éléments suivants :

- l'identification du service « **Police Roussillon** »;
- la mission du service dans une version abrégée « **Servir et Protéger** »;
- les étoiles pour l'immuabilité de la police. Elles sont au nombre de quatre pour représenter le nombre de services de police regroupés;
- le cercle correspond à la terre : partout sur la planète il y a des policiers pour faire respecter l'ordre sinon c'est le chaos, l'anarchie. Il représente également la continuité;
- les vagues pour la proximité du fleuve Saint-Laurent et les rivières qui s'y jettent après avoir traversé le territoire;
- la couronne de laurier symbolise l'autorité et la noblesse de la profession.

On y retrouve également les mots « **SERVIR • PROTÉGER** » pour indiquer que l'ensemble du personnel de la Régie désire, de concert avec la population, travailler à bien la **SERVIR** et la **PROTÉGER** ainsi qu'un rappel des valeurs véhiculées dans le service : **le RESPECT, la QUALITÉ et la PROXIMITÉ.**

- le **RESPECT** des personnes;
- la **QUALITÉ** du travail accompli;
- la **PROXIMITÉ** avec la population que nous desservons.

TABLE DES MATIÈRES

Le conseil d'administration	4
Le mot de la présidente du conseil d'administration	5
Le mot du directeur	6
La mission et la vision du Service de police	7
Le profil de la population et du territoire	8
L'organigramme	9
Le greffe	10
Les ressources humaines	11
L'Unité ressources financières et matérielles	16
Le budget.....	18
La Division surveillance du territoire	19
La sécurité routière	24
La criminalité	25
La Division enquêtes et soutien	26
Liste des principaux partenaires	34
Liste des principaux comités	35

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Mme Jocelyne Bates
Présidente, Mairesse de Sainte-Catherine



M. Normand Dyotte
Maire de Candiac



M. Christian Ouellette
Maire de Delson



M. Donat Serres
Maire de La Prairie



M. Jean-Claude Boyer
Maire de Saint-Constant



Mme Lise Poissant
*Vice-présidente
Mairesse de Saint-Mathieu*



Mme Johanne Beaulac
Mairesse de Saint-Philippe

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers citoyennes et citoyens,

À titre de présidente du conseil d'administration, je suis fière de vous présenter le rapport d'activités 2017 de notre service de police.

Ce rapport, qui se veut le reflet de ses actions, démontre l'ampleur du mandat et de la mission de la Régie intermunicipale de police Roussillon.

À sa lecture, vous constaterez que tout a été mis en œuvre pour maintenir un milieu de vie sécuritaire où il fait bon vivre.

L'année 2017 se signale par la continuité des efforts du personnel de la Régie à donner un service de qualité à la population.

La société est en mouvement, notre milieu de vie est en expansion, la population augmente d'année en année, notre réseau routier s'agrandit de même que le parc automobile circulant sur le territoire et la vitalité commerciale est également en croissance. Le défi de la Régie est de demeurer une organisation performante à l'intérieur de tous ces changements et nous pouvons dire MISSION ACCOMPLIE.

En matière de gestion, des efforts ont été effectués pour rentabiliser nos équipements, notre personnel et privilégier le partenariat avec nos partenaires. Ainsi, nous avons conclu une entente avec le service de police de la Ville de Mercier pour la détention et la prise d'empreintes des prévenus dans nos locaux.

Nous nous sommes également entendus avec l'école Jacques-Leber et la commission scolaire des Grandes-Seigneuries afin d'offrir une présence accrue de nos préventionnistes et d'autres projets sont en cours de discussion pour continuer dans cette voie.

Je m'en voudrais de ne pas signaler le départ à la retraite du directeur, monsieur Michel Glaude. Ce dernier nous a quittés en juin après sept années de loyaux services. Sa contribution a été remarquable en matière de consolidation des services offerts à la population et sa rigueur de gestion qui a permis de maintenir des coûts abordables pour un service de qualité. Au nom du conseil d'administration, je lui souhaite une très belle retraite tout en le remerciant pour son travail exemplaire. Dans le même ordre d'idée, nous avons accueilli un nouveau directeur, monsieur Marc Rodier, qui nous assurera une continuité de même niveau.

En terminant, j'aimerais remercier les membres du conseil d'administration qui travaillent avec la direction de la Régie à assurer la sécurité des citoyens en leur offrant des services de qualité.

La présidente du conseil d'administration,

Jocelyne Bates

LE MOT DU DIRECTEUR



Cérémonie de passation de pouvoirs
14 juin 2017

Mesdames, Messieurs, Membres du conseil d'administration,

J'ai le plaisir de vous déposer le rapport d'activités pour l'année 2017.

Comme vous le constaterez à la lecture du rapport, l'année 2017 a été bien remplie et a amené des changements dans la direction de la Régie.

En juin, monsieur Michel Glaude, directeur du service depuis 2010, a pris sa retraite. Nous le remercions pour sa contribution au cours de ces sept années à la consolidation de la Régie et nous lui souhaitons une très belle retraite.

J'envisage le mandat qui m'a été confié avec beaucoup de fierté et d'optimisme étant secondé par une équipe de gestion compétente et dynamique. Fort de cette équipe, j'aimerais vous faire part de mon engagement à diriger la Régie dans l'intérêt DES CITOYENS ET DU PERSONNEL.

Si j'avais à décrire mon orientation pour les prochaines années, je le ferais en ces termes :

UNE ORGANISATION EN MOUVEMENT DANS LA CONTINUITÉ ET LA FIERTÉ

EN MOUVEMENT :

Car dans la société d'aujourd'hui, le statu quo équivaut à reculer;

Être en mouvement signifie poursuivre et même devancer les bonnes pratiques.

DANS LA CONTINUITÉ :

C'est reconnaître que la Régie possède une tradition d'efficacité, d'efficience et de qualité dans ses interventions.

LA FIERTÉ :

Fierté de servir et protéger la population;

Fierté du personnel de faire partie de la Régie;

Fierté de la population envers son service de police.

Ma nomination permet aussi de promouvoir monsieur Walter Riffiorati à titre d'inspecteur à la Division enquêtes et soutien en plus d'accueillir un nouveau venu, monsieur Jean Allaire, à titre de capitaine à l'Unité soutien.

En ce qui concerne les faits saillants survenus durant l'année dans chacune des divisions, je vous invite à prendre connaissance des commentaires se retrouvant au rapport annuel.

Conclusion

L'accomplissement de notre mission est réalisable grâce à l'apport de notre personnel et de nos partenaires, nous tenons à les remercier de leur appui et engagement à donner un service de qualité aux citoyens.

Enfin, mesdames et messieurs du conseil d'administration, je tiens à vous remercier pour votre appui et votre soutien dans tous les dossiers que nous avons eu à traiter. Votre collaboration et votre engagement sont très appréciés.

Le directeur,

Marc Rodier

LA MISSION ET LA VISION DU SERVICE DE POLICE

LA MISSION

La Régie ainsi que chacun de ses membres ont pour mission de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, de prévenir et réprimer le crime et les infractions aux lois ou aux règlements adoptés par les autorités municipales, et d'en rechercher les auteurs.

Dans l'accomplissement de son mandat, le personnel doit sauvegarder les droits et libertés, respecter les victimes et leurs besoins, être à l'écoute des citoyens, et ce, dans le respect du pluralisme culturel.

LA VISION

La vision, pour une équipe de direction, consiste à décrire les qualificatifs qu'elle aimerait entendre de la part de la communauté qu'elle dessert sur son organisation. Il s'agit d'une direction vers laquelle tous les gestionnaires orientent leurs actions. Nous aimerions que l'organisation soit reconnue pour :

- la qualité du service offert à la population;
- la mobilisation et le professionnalisme de ses employés;
- la qualité de son milieu de travail;
- l'efficacité de sa gestion.

LES VALEURS CORPORATIVES

Notre Service s'est doté de valeurs corporatives dès sa création, soit servir et protéger dans :

- le respect;
- la qualité;
- la proximité.

LES VALEURS ORGANISATIONNELLES

Les valeurs organisationnelles que nous avons retenues sont :

- le professionnalisme;
- le respect;
- l'intégrité;
- la loyauté;
- le service.

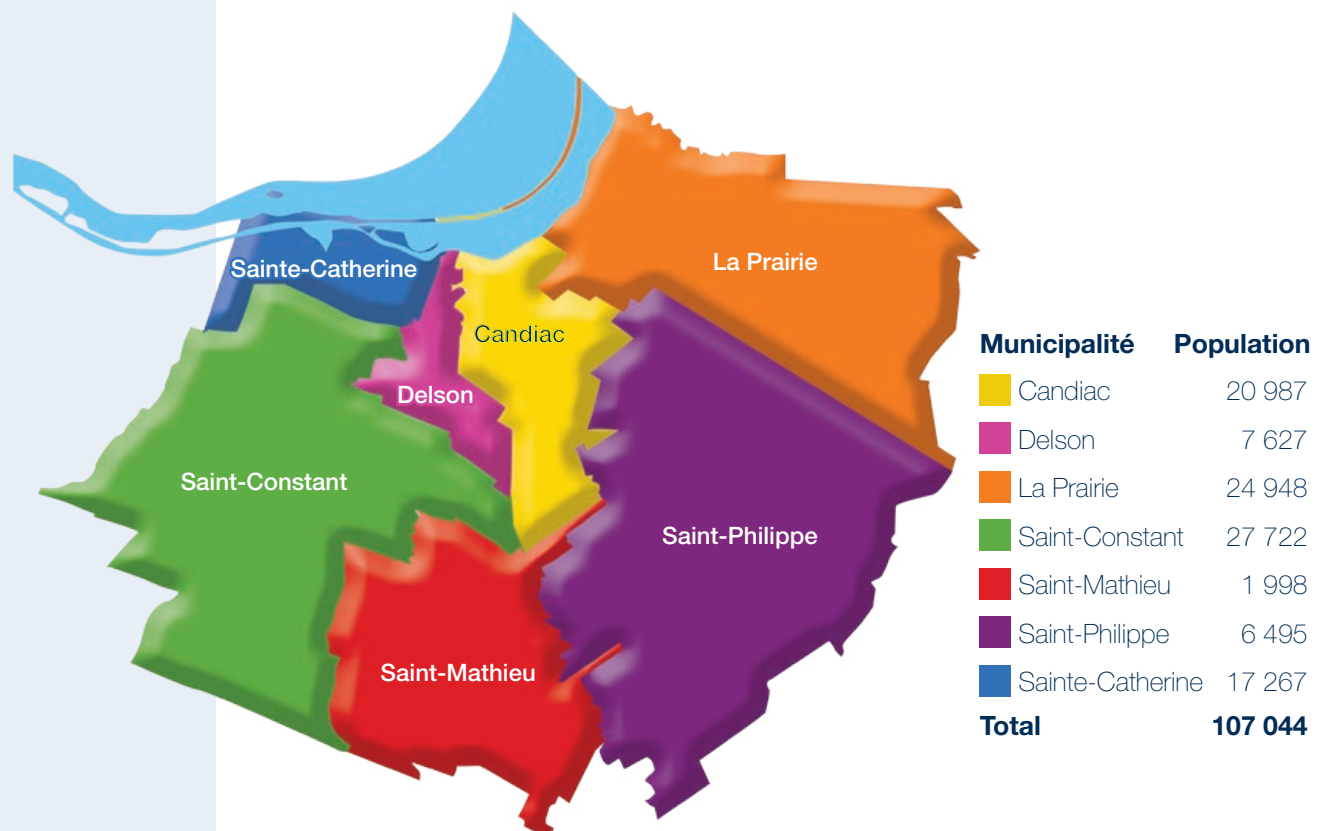
LE PROFIL DE LA POPULATION ET DU TERRITOIRE

La Régie dessert sept municipalités, soit Candiac, Delson, La Prairie, Saint-Constant, Saint-Mathieu, Saint-Philippe et Sainte-Catherine. Le territoire de la Régie fait partie intégrante de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Elle assure le service sur tout le territoire qui regroupe 107 044 citoyens et couvre une superficie de 229 km². Son territoire est situé au sud-ouest de l'île de Montréal et du fleuve Saint-Laurent, à proximité de deux ponts reliant Montréal à la Rive-Sud. Il est au cœur d'un réseau routier stratégique parsemé de zones commerciales et industrielles (autoroutes 10, 15, 30 et route 132).

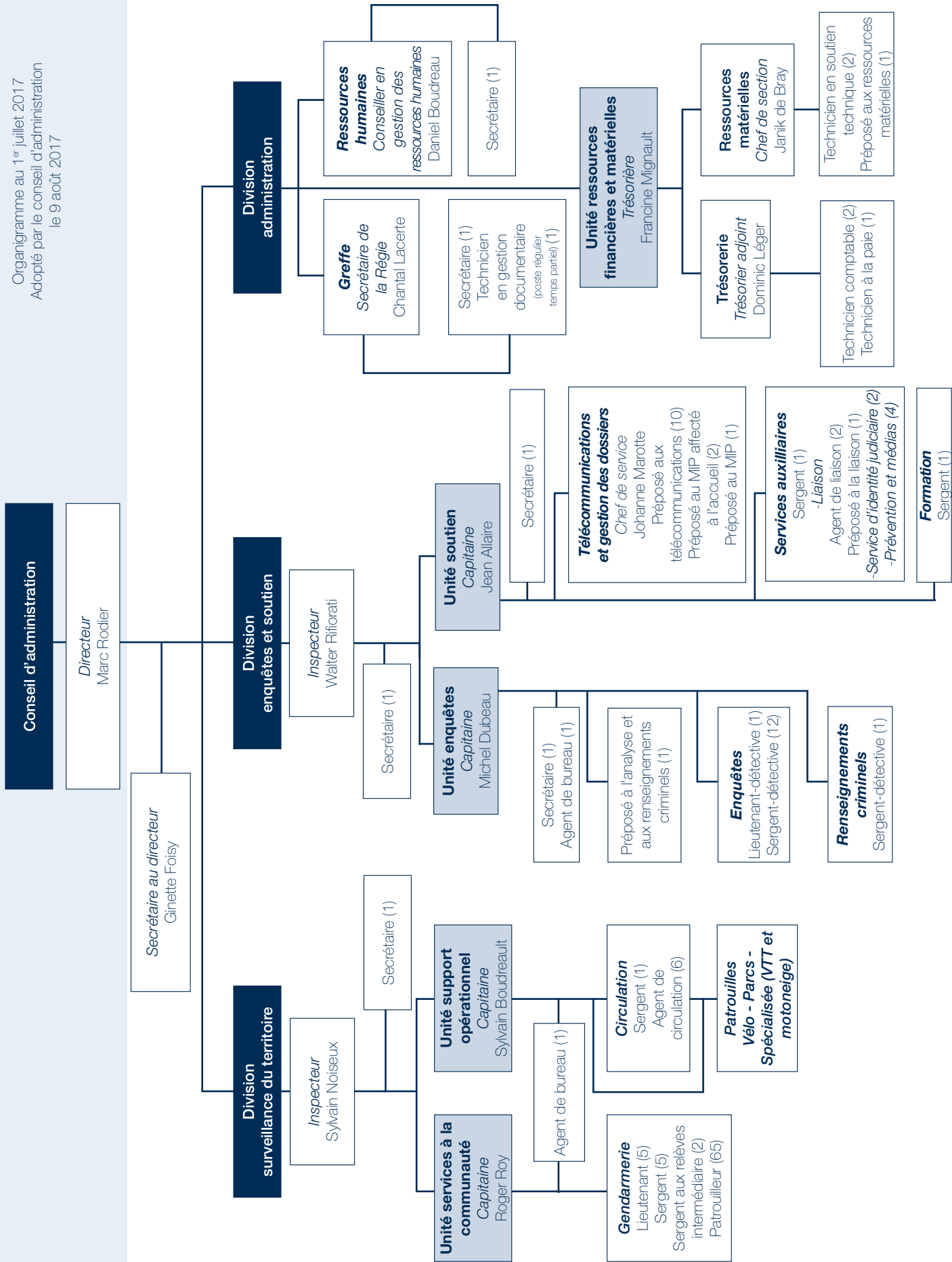
Kilomètres à parcourir				
Rues ou routes urbaines	Rues ou routes rurales	Sentiers pour les motoneiges	Sentiers pour les VTT	Pistes cyclables
516	145	30	122	122

L'occupation du territoire est la suivante : 73 % agricole, 20 % résidentiel, 6 % industriel et 1 % commercial. Nous y dénombrons 22 écoles primaires, 9 écoles secondaires, 3 centres d'éducation aux adultes, 6 maisons de jeunes et 109 parcs.



L'ORGANIGRAMME

Organigramme au 1^{er} juillet 2017
Adopté par le conseil d'administration
le 9 août 2017



LE GREFFE

La section greffe assiste le conseil d'administration dans la réalisation de toutes ses activités. Elle assure la préparation matérielle des travaux du conseil, assiste aux assemblées et dresse les procès-verbaux des délibérations. La rédaction des règlements et des avis publics de la Régie relève de son champ d'activité.

La supervision de la gestion documentaire, l'application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et à la protection des renseignements personnels* ainsi que le suivi de toute poursuite judiciaire intentée contre la Régie font également partie de son mandat.

CONSEIL D'ADMINISTRATION, MODE DE FONCTIONNEMENT

Le conseil d'administration de la Régie tient dix assemblées ordinaires par année, soit le deuxième mercredi de chaque mois, sauf pour les mois de janvier et juillet où il n'y a pas d'assemblée. Les assemblées du conseil d'administration se tiennent à 17 heures au quartier général de la Régie situé au 90, chemin Saint-François-Xavier à Candiac.

FAITS SAILLANTS

- En 2017, la Régie a traité près de 450 demandes d'accès à l'information et 570 demandes de copies de rapports d'accidents.
- En plus des assemblées ordinaires, le conseil d'administration s'est réuni une fois en assemblée extraordinaire au cours de l'année 2017.

LES RESSOURCES HUMAINES

La section ressources humaines joue un rôle-conseil et de soutien auprès des gestionnaires de l'organisation dans leurs rapports avec le personnel. Elle assume entre autres les activités liées aux relations de travail, à la dotation (recrutement et mouvements de personnel), à la gestion des avantages sociaux, aux programmes de reconnaissance, à l'évaluation du rendement et à la formation.

Pour réaliser les mandats qui lui sont confiés, l'équipe de la section ressources humaines travaille en étroite collaboration avec les cadres et les chargés de relève de chacune des divisions de la Régie.

FAITS SAILLANTS

- La Régie a procédé à l'embauche de sept nouveaux policiers temporaires au printemps pour répondre aux besoins organisationnels. En raison de départs imprévus chez certains policiers temporaires, nous avons dû embaucher trois autres policiers en cours d'été.
- Monsieur Michel Glaude, directeur de la Régie, a pris sa retraite le 30 juin 2017 et, suite à la recommandation du comité de sélection, monsieur Marc Rodier a été nommé au poste de directeur par les membres du conseil en juin 2017.



De gauche à droite : Christian Ouellette, maire de Delson, Lise Poissant, mairesse de Saint-Mathieu, Donat Serres, maire de La Prairie, Michel Glaude, directeur, Jocelyne Bates, mairesse de Sainte-Catherine et présidente du conseil d'administration, Normand Dyotte, maire de Candiac et Lise Martin, mairesse de Saint-Philippe.

- Sur le plan de la prévention, une analyse de la qualité de l'air a été demandée à une firme indépendante et un rapport a été présenté à la direction confirmant la bonne qualité de l'air en milieu de travail.
- Des pourparlers ont été entamés avec le syndicat des policiers pour répondre à une demande d'effectif de l'Unité permanente anti-collusion de la Sûreté du Québec. Une lettre d'entente à cet effet devrait voir le jour en 2018 pour une durée de trois ans.
- Un grief patronal a dû être déposé en fin d'année afin de protéger les droits de la direction dans un dossier impliquant un remboursement monétaire important.

RELATIONS DE TRAVAIL

Le comité de relations de travail des employés cols blancs s'est réuni à trois reprises en 2017, soit à l'hiver, à l'été et à l'automne. Plusieurs rencontres de discussions avec la partie syndicale ont eu lieu sur divers sujets pour comprendre les situations et tenter de solutionner les problématiques.

Plusieurs audiences ont eu lieu devant le Tribunal administratif en 2017 pour clore des dossiers de contestations en accident de travail.

L'année 2017 s'est terminée avec cinq griefs actifs.

En date du 31 décembre 2017, la Régie comptait 145 policiers, réguliers et temporaires, dont 37 femmes et 108 hommes, ainsi que 42 employés civils, réguliers et temporaires, dont 25 femmes et 17 hommes.

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR FONCTION

Fonction	
Policier cadre	7
Policier syndiqué	145
Civil cadre	6
Civil syndiqué	42
TOTAL	200

EMBAUCHE DE POLICIERS TEMPORAIRES

La direction de la Régie a procédé à l'embauche de préposés aux télécommunications en cours d'année 2017 pour répondre aux besoins organisationnels en matière de remplacement.

LA FORMATION

Un programme de niveau universitaire en intervention policière a été élaboré par l'École nationale de police du Québec et offert sur la Rive-Sud en 2017. Huit policiers de la Régie ont volontairement participé à ce programme, qui au terme de la scolarité, leur permettra d'obtenir un certificat en la matière. Il s'agit d'une expérience de perfectionnement avantageuse sur le plan professionnel et sur l'accessibilité en raison de la proximité de l'offre de cours.

Formation 2017	Nombre de séances	Nombre de participants
Formation offerte à l'interne	34	92
Formation offerte à l'externe	77	130

Le service des ressources humaines a accueilli une stagiaire de l'Université du Québec à Montréal pour une période de 12 semaines, soit du 9 janvier au 7 avril 2017. Cette étudiante a pu se familiariser avec plusieurs aspects de la gestion des ressources tels que la dotation de postes, la gestion des accidents de travail et des griefs, la gestion des dossiers d'employés, la formation et l'égalité en emploi. Parmi les projets qu'elle a réalisés, soulignons son implication marquante pour l'élaboration du guide d'embauche des policières et policiers temporaires de la Régie. Ce guide permet maintenant de rassembler dans un seul et même contenu l'ensemble des actions réalisées en matière de recrutement, de sélection et d'embauche des policiers temporaires. Sa présence et son ardeur au travail ont permis de mettre en place plusieurs dossiers de gestion des ressources humaines.

Nous tenons donc à mentionner le bon travail effectué par cette stagiaire et à la remercier chaleureusement pour sa contribution au développement documentaire en gestion des ressources humaines.



Dans le cadre du perfectionnement des employés-cadres, trois membres de la direction ont assisté à un atelier de formation d'une journée sous le thème de la santé mentale au travail. Cette formation est organisée par la Commission de la santé mentale du Canada et dispensée à l'École nationale de police du Québec. Cette formation a été très enrichissante pour les participants.

LA VALORISATION DE NOS EMPLOYÉS

Le sentiment de reconnaissance constitue une valorisation importante pour le personnel et démontre qu'il assume un rôle important au sein de l'organisation, ce qui génère un sentiment d'appartenance, d'implication, de réalisation de soi, d'adhésion à la mission et à la vision de l'organisation. Notre programme de reconnaissance permet également de souligner les événements marquants de la vie et de la carrière des membres du personnel.

ÉVÉNEMENTS 2017

Reconnaissance des années de service

Le 13 décembre 2017, nous avons souligné les 20 années de service de Sandra Blouin, agente aux relations communautaires et médiatiques, les 25 années de service du capitaine Michel Dubeau, du sergent Stéphane Thibault, des agentes Nathalie Legault et Johanne Baril et des agents Yvan Cloutier, Sylvain Girouard, Éric Caza et Marcel Bazinet. Nous avons également souligné les 30 années de service des sergents-détectives André Fluet et Normand Vinet.



De gauche à droite : Walter Riffiorati, inspecteur à la Division enquêtes et soutien, Sandra Blouin, agente aux relations communautaires et médiatiques et Marc Rodier, directeur.



De gauche à droite : Sylvain Noisieux, inspecteur à la Division surveillance du territoire, le sergent Stéphane Thibault et Marc Rodier, directeur.



De gauche à droite : Sylvain Noisieux, inspecteur à la Division surveillance du territoire, l'agente Nathalie Legault et Marc Rodier, directeur.



De gauche à droite : Sylvain Noisieux, inspecteur à la Division surveillance du territoire, l'agent Sylvain Girouard et Marc Rodier, directeur.



De gauche à droite : Sylvain Noisieux, inspecteur à la Division surveillance du territoire, l'agent Éric Caza et Marc Rodier, directeur.



De gauche à droite : Sylvain Noisieux, inspecteur à la Division surveillance du territoire, l'agent Marcel Bazinet et Marc Rodier, directeur.



De gauche à droite : Walter Riffiorati, inspecteur à la Division enquêtes et soutien, le sergent-détective André Fluet et Marc Rodier, directeur.

Départs à la retraite

En 2017, deux personnes ont pris une retraite bien méritée. Il s'agit du sergent-détective Germain Leclerc et de l'agent Alain Bussièrè.



De gauche à droite : Sylvain Noiseux, inspecteur à la Division surveillance du territoire, Christian Ouellet, maire de Delson, l'agent Alain Bussièrè, Marc Rodier, directeur, le sergent-détective Germain Leclerc, Jocelyne Bates, mairesse de Sainte-Catherine et présidente du conseil d'administration et Walter Rifiatori, inspecteur à la Division enquêtes et soutien.

L'UNITÉ RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES

L'Unité ressources financières et matérielles est composée des deux secteurs d'activités suivants :

- les ressources matérielles;
- la trésorerie.

LES RESSOURCES MATÉRIELLES

Le mandat de la section ressources matérielles est de planifier, organiser et contrôler les activités reliées aux approvisionnements des biens et services pour les différentes divisions de la Régie.

Elle est entre autres responsable de l'entretien du bâtiment, des équipements informatique et téléphonique ainsi que du parc automobile en plus de l'habillement et des équipements servant au travail des policiers.

Faits saillants

- Installation et mise en service du nouveau système de caméras de surveillance.
- Réaménagement des locaux de la Division surveillance du territoire.
- Diverses mises à niveau importantes de nos équipements informatiques ont été effectuées afin de mieux répondre aux exigences technologiques.

PARC AUTOMOBILE

Afin de répondre adéquatement aux besoins de ses citoyens, la Régie dispose des véhicules suivants :

Type de véhicule	
Automobile	50
Camionnette et véhicule utilitaire	3
Camion d'identité judiciaire	1
Motoneige	2
Véhicule tout terrain (Quad)	2
Remorque	2
TOTAL	60

LA TRÉSORERIE

Le principal rôle de la section trésorerie est de veiller à ce que la Régie se conforme aux lois et règlements en matière de finances en établissant des politiques de contrôle et en respectant le manuel de présentation de l'information financière municipale du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

La section trésorerie est responsable de l'ensemble des activités reliées à la gestion financière et budgétaire de la Régie. Elle fournit également des services de soutien aux gestionnaires en matière d'analyse, de prévisions financières, de rémunération et s'assure de la conformité de l'ensemble des opérations comptables dans le respect des politiques établies. La trésorerie est aussi responsable de l'administration du régime complémentaire de retraite des employés de la Régie intermunicipale de police Roussillon.

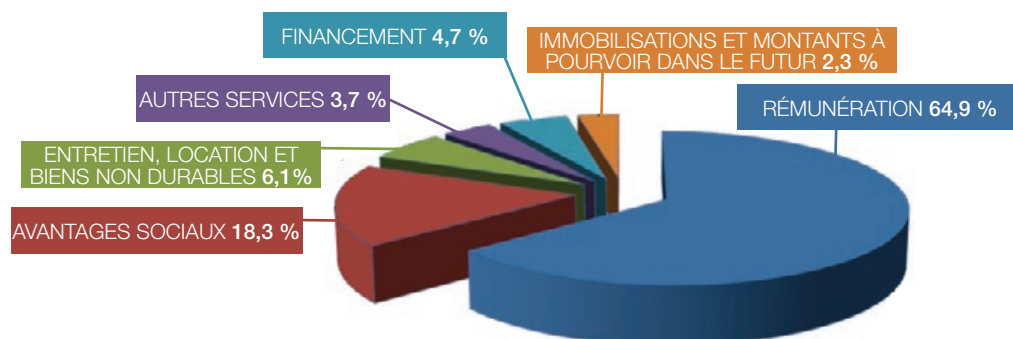
Faits saillants

- Adhésion au regroupement de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) pour retenir les services professionnels d'un consultant en assurances collectives pour les municipalités et organismes dans le cadre d'un achat regroupé et confier à l'UMQ le processus menant à l'adjudication du contrat.
- Émission d'obligations par appel d'offres public adjugée pour le renouvellement du règlement d'emprunt concernant le financement du déficit actuariel 2009 au taux de 1,81 %.
- Création d'un excédent affecté découlant des effets de la *Loi favorisant la santé et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.
- Adjudication d'un contrat pour les services professionnels d'auditeurs externes pour les années 2017, 2018 et 2019.
- Adhésion aux deux regroupements de l'UMQ pour retenir les services professionnels d'actuaire et d'un consultant pour la gestion des Mutuelles de prévention en santé et sécurité du travail de l'UMQ dont les appels d'offres seront lancés en 2018.
- Demande d'aide financière au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire pour le remplacement du système téléphonique de la Régie.

LE BUDGET

LES CHARGES

Rémunération	16 105 250 \$
Avantages sociaux	4 531 340 \$
Transport et communication	143 570 \$
Services professionnels et administratifs	657 230 \$
Entretien, location et biens non durables	1 521 270 \$
Financement, remboursement capital, taxes et provision pour mauvaises créances	1 161 800 \$
Contribution à l'École nationale de police	135 550 \$
Sous-total	24 256 010 \$
Flotte automobile, remboursement au fonds de roulement et montant à pourvoir dans le futur	565 270 \$
TOTAL	24 821 280 \$



« Autres services » regroupe les éléments suivants :

- Transport et communication
- Services professionnels et administratifs
- Contribution à l'École nationale de police

« Financement » regroupe les éléments suivants :

- Intérêts et remboursement capital
- Taxes municipales
- Provision pour mauvaises créances
- Financement du programme d'allocation de retraite
- Affectation partielle des surplus accumulés

LES REVENUS

Amendes	3 420 000 \$
Revenus autonomes (autres)	584 420 \$
Sous-total	4 004 420 \$
Quotes-parts des municipalités	20 816 860 \$
TOTAL	24 821 280 \$



Le budget 2017 représente un coût annuel moyen par citoyen de 197,42 \$, soit le coût des quotes-parts divisé par la population 2016 (105 444).

LA DIVISION SURVEILLANCE DU TERRITOIRE

La Division est composée de deux principaux secteurs d'activités :

- le service à la communauté;
- le support opérationnel.

PRINCIPAUX MANDATS

- la réponse aux appels;
- la patrouille de l'ensemble du territoire;
- l'application du Code de sécurité routière;
- l'application des lois et règlements incombant à la police et le maintien de la paix, du bon ordre et de la sécurité des citoyens;
- les mesures d'urgence (police);
- la planification des services d'ordre lors d'événements festifs;
- la coordination du programme ACCÈS.

FAITS SAILLANTS

- Assistance détention
Pour l'année 2017, la Régie a fourni une assistance à la Sûreté du Québec pour la détention de 59 personnes. Ces dernières ont été également conduites au Palais de justice de Longueuil ou au Centre de détention Rivière-des-Prairies, selon la tarification du protocole signé en 2011.
Au cours de l'année 2017, la Régie a convenu d'une entente avec la Ville de Mercier pour la détention de leurs prévenus. Cette entente précise les conditions et la tarification applicables pour chaque assistance. Au cours de l'année 2017, la Régie a fourni une assistance à la Ville de Mercier pour la détention de 26 personnes.
- Stages d'observation d'étudiants en techniques policières
La Régie a accueilli 13 étudiants en techniques policières provenant des collèges Ahuntsic, Trois-Rivières et Ellis. En plus d'aider ces étudiants à bien évaluer les implications du métier de policier, ces stages permettent également à la Régie de recruter de futurs policiers sous ses rangs.

POURSUITE POLICIÈRE D'UN VÉHICULE EN 2017

Les policiers de la Régie ont été impliqués dans 6 poursuites de véhicules dans l'exercice de leur fonction.

Une de ces poursuites a été initiée pour des motifs d'infractions au *Code criminel* et 5 pour des infractions relatives au *Code de la sécurité routière*. Aucune personne n'a été blessée lors de ces poursuites.

UTILISATION D'UNE ARME DE SERVICE ET IRRITANT CHIMIQUE

Durant l'année 2017, aucun de nos policiers n'a eu à utiliser son arme de service pour neutraliser un suspect lors d'une intervention.

Les policiers n'ont pas utilisé leur bâton télescopique au cours de l'année 2017.

En ce qui a trait à l'utilisation des irritants chimiques, ceux-ci ont été utilisés une fois durant l'année 2017.

UTILISATION DE L'ARME À IMPULSION ÉLECTRIQUE (TASER)

Durant l'année 2017, la Régie a fait l'acquisition de 2 appareils à impulsion électrique et elle a formé 14 policiers utilisateurs. Au cours de l'année, cette arme intermédiaire a été utilisée à 3 reprises en mode démonstration.

DÉFIBRILLATEURS

Le 11 juillet 2014, 13 nouveaux défibrillateurs ont été placés dans les autos patrouilles de la Régie afin d'être déployés sur notre territoire.

Ces nouveaux appareils ont été fournis gratuitement par l'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie.

Au cours de la dernière année, ils ont été utilisés à 29 reprises sur l'ensemble du territoire et ont permis de sauver une vie.

Tous les policiers de la Régie ont reçu une formation de mise à jour en premiers soins et de l'utilisation des appareils DEA en 2015.

L'UNITÉ SERVICE À LA COMMUNAUTÉ

L'Unité service à la communauté est la section qui a la responsabilité de patrouiller et répondre aux appels pour l'ensemble des municipalités. Cette unité est composée de 5 équipes de travail comportant 16 policiers répartis dans 4 secteurs territoriaux.

PATROUILLE DU TERRITOIRE ET RÉPONSE AUX APPELS

Nos patrouilleurs ont répondu à près de 23 613 appels dont le tableau ci-après démontre le type d'intervention.

Pourcentage des interventions policières selon la catégorie des appels traités



Nature des appels	Nombre d'appels	%
Crime contre la personne	861	3,65
Crime contre la propriété	1 586	6,72
Autres infractions au <i>Code criminel</i>	671	2,84
Infraction reliée aux règlements de circulation	459	1,94
Intervention policière non reliée à des infractions criminelles	20 036	84,85
TOTAL	23 613	100

Répartition des interventions policières

Candiac		Delson		La Prairie		Saint-Constant	
2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
5 103	5 650	1 786	1 902	5 302	5 397	5 198	5 334
Saint-Mathieu		Saint-Philippe		Sainte-Catherine		Territoire	
2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
367	409	926	1 044	3 599	3 877	22 281	23 613

L'UNITÉ SUPPORT OPÉRATIONNEL

Cette Unité est composée de l'équipe circulation et des équipes de surveillance des parcs et patrouille à vélo. De plus, de façon temporaire, des policiers sont affectés à la patrouille motoneige et VTT.

ÉQUIPE CIRCULATION

En 2017, notre équipe de circulation composée d'un sergent et de six agents a répondu aux diverses plaintes provenant des citoyens et des villes. Un représentant du service de police siégeait à chaque comité de circulation des différentes villes. La sécurité aux abords des écoles a été une priorité tout au long de l'année. Plusieurs surveillances ont été faites et une campagne de sensibilisation a été effectuée au début de l'année scolaire.



L'équipe a aussi collaboré à des campagnes locales, régionales et provinciales, telles que les opérations nationales concertées (ONC) Ceinture, Partage de la route, Distraction (cellulaire – texto) et Vaccin (vérification accrue de la capacité de conduite – intervention nationale).

Voici le résultat obtenu suite à ces opérations policières : 244 personnes ont été arrêtées pour conduite avec les facultés affaiblies soit par l'alcool ou par la drogue, 9 194 constats ont été émis pour la vitesse, 508 constats pour l'omission de porter la ceinture de sécurité et 1 075 constats pour l'usage d'un appareil téléphonique en conduisant.



Opération VACCIN • 1^{er} au 23 décembre 2017



Opération nationale concertée Ceinture • 31 mars au 6 avril 2017

Application de la Loi sur le camionnage

Au cours de l'année 2017, afin de répondre adéquatement aux questions des citoyens sur l'application de la réglementation concernant le réseau de camionnage, la Régie a tenu des séances d'information sur chaque équipe de travail. Lors de ces séances, la définition de camion a été expliquée, les exceptions à la réglementation et le réseau de camionnage ont été identifiés clairement.

De plus, les mêmes informations ont été transmises lors d'une réunion tenue dans nos locaux avec les responsables de chacune des villes de notre territoire où était présent un représentant du ministère des Transports spécialisé sur le réseau de camionnage.

Ceci nous a permis d'effectuer plus de 118 surveillances où 19 constats ont été émis à des conducteurs de camion fautifs qui utilisaient des rues interdites au camionnage. Ces surveillances se poursuivront en 2018 et sont incorporées au plan de sécurité routière.

ÉQUIPE DE SURVEILLANCE DES PARCS

Créée en 2008, l'équipe de surveillance des parcs composée de cinq policiers a patrouillé le secteur des parcs et espaces verts dans le but de diminuer les méfaits, incivilités et consommations de drogues et alcool.

Pour la période du 15 avril au 15 novembre 2017, l'équipe des parcs a émis 139 constats d'infraction, procédé à 232 arrestations pour diverses infractions criminelles, dont 188 pour possession de stupéfiants.

PATROUILLE À VÉLO

Pour la période du 15 mai au 15 septembre 2017, l'équipe de la patrouille à vélo a sillonné les pistes cyclables du territoire pour un total de 356 heures. Leur travail axé plus sur la prévention et le respect des lois et règlements a permis une visibilité policière à des endroits plus difficiles d'accès.

Ces derniers ont effectué 630 vérifications dans les parcs, émis 49 constats d'infraction et 285 avertissements en contravention aux différents règlements. Ils ont été présents à divers événements d'envergure, tels que la Fête nationale et ont participé à plusieurs campagnes en sécurité routière.



PATROUILLE À VTT ET MOTONEIGE

Nos agents formés pour patrouiller les sentiers de VTT ont effectué 2 opérations de surveillance totalisant 40 heures.

Pour ce qui est des motoneiges, celles-ci ont été utilisées à 2 reprises, totalisant 31 heures de patrouille.



LE PROGRAMME ACCÈS ALCOOL

Le programme ACCÈS est une mesure gouvernementale permettant de favoriser l'intégrité du régime fiscal, de récupérer les revenus dus au gouvernement, d'accentuer la lutte contre le commerce illégal d'alcool et d'en réduire l'offre et la demande.

Bilan opérationnel Accès	
Visite systématique	38
Loi sur les appareils d'amusement et loterie vidéo	0
Infraction LIMBA avec ou sans saisie	5
Pose de scellés	2

LE PROGRAMME ACCÈS TABAC

Les policiers patrouilleurs de la Régie ont procédé à 7 arrestations pour des infractions relatives à la *Loi sur le tabac*.

Ils ont saisi 253 058 cigarettes illégales et 375 cigares illégaux pour une valeur approximative de 177 880 \$. Tous ces dossiers ont été acheminés au ministère du Revenu du Québec pour traitement.

Depuis novembre 2013, la Régie participe à un projet pilote avec le ministère de la Sécurité publique qui a permis à la Régie de recevoir la somme de 3 868 \$ à titre de compensation monétaire pour le temps homme consacré à ce type d'intervention.



LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

ASPECT PRÉVENTION

COMITÉ DE CIRCULATION LOCALE ET RÉGIONALE

La Régie a participé à 21 rencontres des différents comités de circulation des villes de Candiac, Delson, La Prairie, Saint-Constant, Saint-Philippe et Sainte-Catherine.

ASPECT RÉPRESSION

STATISTIQUES DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La sécurité routière et le contrôle de la circulation font partie de la mission du service et sont au cœur des préoccupations des citoyens.

Pour l'année 2017, nous constatons une hausse de 2,9% du nombre d'accidents survenus sur notre territoire par rapport à l'an dernier. Le nombre moyen des accidents sur le territoire pour les années 2011 à 2016 se situe à 1 390 accidents alors que nous avons eu en 2017, 1 543 accidents.



	Candiac		Delson		La Prairie		Saint-Constant		Saint-Mathieu		Saint-Philippe		Sainte-Catherine		Territoire	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Accident de la circulation – Hausse de 2,9 %																
Accident mortel	1	0	0	0	0	0	1	2	0	0	1	0	1	0	4	2
Accident avec blessé	54	70	26	22	77	77	88	91	9	9	17	12	42	40	313	321
Accident matériel	241	248	106	97	276	304	289	331	22	16	56	39	160	164	1 150	1 199
Accident délit de fuite	4	4	2	3	7	3	9	6	2	2	4	1	4	2	32	21
TOTAL	300	322	134	122	360	384	387	430	33	27	78	52	207	206	1 499	1 543
Constat d'infraction – Hausse de 2,2 %																
Vitesse	816	781	1 175	1 328	3 640	3 141	2 770	1 520	564	870	394	906	812	1 041	10 171	9 587
Autres CSR	4 236	4 368	1 901	2 360	5 010	4 775	4 571	5 479	180	257	477	561	4 462	3 697	20 837	21 497
Règlements municipaux	634	877	345	410	1 516	1 503	555	694	2	4	54	79	654	886	3 760	4 453
TOTAL	5 686	6 026	3 421	4 098	10 166	9 419	7 896	7 693	746	1 131	925	1 546	5 928	5 624	34 768	35 537

LA CRIMINALITÉ

CRIMINALITÉ 2017

Sur le territoire desservi par la Régie, la population est passée de 105 444 en 2016 à 107 044 en 2017, soit une augmentation de 1,52 %.

La criminalité est en hausse par rapport à 2016, le nombre total de crimes ayant passé de 3 216 en 2016 à 3 594 en 2017, soit une hausse de 11,75 %.

Le nombre de crimes (3 594) est plus élevé que la moyenne des années 2011 à 2016 (3 271).

Crimes contre la personne :

En 2017, 241 crimes de plus ont été rapportés pour atteindre un total de 948, comparativement à 707 en 2016. La hausse des crimes se retrouve principalement au niveau des dossiers de voies de faits et d'agressions armées. Les agressions sexuelles, les menaces et le harcèlement criminel présentent également des hausses notables. Près de la moitié de l'augmentation constatée cette année est attribuable à des crimes en contexte de violence intrafamiliale.

Crimes contre la propriété :

En 2017, 29 crimes de plus ont été recensés pour atteindre un total de 1 359 comparativement à 1 330 en 2016. Une augmentation au niveau des introductions par effraction dans les commerces, les suppositions de personnes, les vols de/dans véhicules et les vols à l'étalage. En contrepartie, les méfaits et les recels sont en légère baisse.

Autres crimes :

En 2017, nous constatons une augmentation de 108 crimes, soit 1 287 au lieu de 1 179 en 2016. Cette catégorie est constituée principalement de délits tels que la consommation, la vente, la production de stupéfiants, la conduite avec les facultés affaiblies par l'alcool ou la drogue, ainsi que le non-respect d'ordonnances judiciaires. L'augmentation observée se retrouve principalement dans les infractions reliées à la consommation, la vente, et la production de stupéfiants ainsi que les délits de fuite et les conduites avec les capacités affaiblies par l'alcool ou la drogue.

	Candiac		Delson		La Prairie		Saint-Constant		Saint-Mathieu		Saint-Philippe		Sainte-Catherine		Territoire	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Criminalité – Augmentation de 11,75 %																
Crime contre la personne	82	154	52	76	174	203	192	269	22	19	39	49	146	178	707	948
Crime contre la propriété	255	257	122	134	359	390	369	329	16	29	32	53	177	167	1 330	1 359
Autres crimes	308	263	81	102	297	302	272	354	14	9	34	39	173	218	1 179	1 287
TOTAL	645	674	255	312	830	895	833	952	52	57	105	141	496	563	3 216	3 594

LA DIVISION ENQUÊTES ET SOUTIEN

La Division détient un mandat tant opérationnel qu'administratif. Alors que certaines sections sont assignées à la lutte à la criminalité, d'autres possèdent un mandat de soutien aux opérations ou de prévention.

FAIT SAILLANT

- En 2017, les enquêteurs de l'Unité enquêtes ont résolu 22 dossiers d'introduction par effraction suite à une concordance découverte par ADN.

C'est le travail de collaboration entre les enquêteurs, les techniciennes en identité judiciaire de l'Unité soutien et les experts du Laboratoire des sciences judiciaires et médico-légales qui nous a permis d'élucider cette série de crimes.

L'UNITÉ ENQUÊTES

L'Unité enquêtes a traité 1 583 dossiers en 2017. La mission de l'Unité est de combattre la criminalité en recherchant les auteurs de crimes et en les poursuivant devant les tribunaux. La section contribue à améliorer le sentiment de sécurité de tous les citoyens du territoire par des actions directes, visant à réduire le taux de criminalité.

Données opérationnelles Dossiers enquêtes	2016	2017
Dossiers solutionnés	505	744
Dossiers non solutionnés	634	686
Classement non fondé	111	73
Retrait de plainte	68	80
TOTAL	1 318	1 583

Fait saillant

- Les enquêteurs ont assisté ou participé à 11 enquêtes conjointes d'importance avec d'autres services de police. Les crimes enquêtés ciblaient des crimes aussi variés que les stupéfiants, fraudes, séquestrations, agressions sexuelles, disparitions et contrebande de tabac.

Le territoire desservi par la Régie est constitué de secteurs commerciaux, industriels et résidentiels. Ce contexte apporte donc une criminalité très diversifiée. À cet effet, nos enquêteurs se doivent d'acquérir les connaissances en enquêtes criminelles générales et spécialisées de niveau 2 telles que définies par la *Loi sur la police* tout en maintenant celles-ci à jour. La formation est une priorité.

Dans le cadre de leurs enquêtes, les sergents-détectives ont participé au déclenchement de 99 ententes multisectorielles comparativement à 57 l'an dernier. Ces ententes multisectorielles font l'objet d'un protocole visant le déclenchement d'un travail conjoint entre les policiers, la Direction de la protection de la jeunesse et les procureurs dans tous les cas d'abus physiques, agressions sexuelles et négligences impliquant un enfant.

En 2017, les enquêteurs ont rédigé 224 demandes d'autorisations judiciaires, dont 55 pour des mandats de perquisition.

En matière de trafic de stupéfiants, 16 dossiers ont fait l'objet d'une enquête et le travail des sergents-détectives a permis l'arrestation de 21 personnes à la suite de 13 perquisitions. La valeur totale des saisies suite à ces perquisitions se chiffre à près de 1 489 582 \$ en valeur marchande de stupéfiants, ainsi que 13 364 \$ en argent saisi en biens infractionnels.

L'Unité enquêtes et l'équipe Parc ont continué leur travail de collaboration afin de maintenir la lutte au trafic de stupéfiants sur le territoire.



Serre hydroponique démantelée



Saisie de stupéfiants

Depuis le 1^{er} juin 2015, la Régie et le Centre d'aide aux victimes d'actes criminels de la Montérégie (CAVAC) ont signé un protocole d'entente visant à offrir des services d'aide aux personnes victimes.

L'entente prévoit qu'une agente d'intervention du CAVAC travaillant dans nos locaux, offre des services d'aide à nos victimes en termes de support, d'information et de référence à des organismes du milieu.

Pour l'année 2017, l'intervenante a pu communiquer avec 685 victimes dans le but de leur offrir ses services, une nette augmentation par rapport à l'année dernière alors que 422 victimes avaient été interpellées.

PARTENARIAT

Afin de s'assurer de lutter efficacement contre la criminalité, l'Unité enquêtes a continué son partenariat avec plusieurs services de police et organismes voués à l'application de la loi.



Notre partenariat s'est continué avec le Service du renseignement criminel du Québec (SRCQ) en maintenant des liens avec cet organisme.



L'Unité enquêtes contribue à l'équipe d'enquête en matière de contrebande de tabac par l'assignation d'un sergent-détective à temps plein.

L'UNITÉ SOUTIEN

L'Unité soutien a pour mandat de soutenir les opérations du service. Pour ce faire, elle est composée de deux secteurs d'activités répartis comme suit :

- télécommunications et gestion des dossiers;
- services auxiliaires.

Fait saillant

- En 2017, huit préposés aux télécommunications ont obtenu une reconnaissance d'acquis et compétences du CÉGEP Beauce-Appalaches.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET GESTION DES DOSSIERS

Le service des télécommunications de la Régie traite et répartit les appels aux différents services. Pour l'année 2017, le personnel a répondu à 41 952 appels. De ce nombre, 23 613 appels ont été traités par les policiers, 1 828 par le service des incendies, 5 296 par le service d'ambulance et 11 215 par d'autres services.

Cette année, un grand total de 8 380 dossiers a été traité par le personnel attiré à l'alimentation des dossiers, soit 245 dossiers de plus qu'en 2016.

Chaque dossier est traité avec le plus grand soin par le personnel du soutien afin de permettre la compilation de données policières de qualité. Ces informations permettent à la Régie de mieux comprendre les activités criminelles sur son territoire et aussi de mieux agir sur celles-ci.

Les préposés à l'accueil ont reçu 429 demandes de vérifications d'antécédents liées à des emplois. De plus, 461 demandes reliées au personnel enseignant ont été reçues ainsi que 2 842 demandes pour le secteur vulnérable. Ces vérifications sont effectuées en conformité avec plusieurs lois telles que la *Loi sur l'instruction publique*, la *Loi sur l'enseignement privé* et la *Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance*.



SERVICES AUXILIAIRES

Les services auxiliaires sont composés de quatre sphères d'activité :

- liaison;
- identité judiciaire;
- prévention et relations médiatiques;
- formation.

LIAISON

Le service auxiliaire de la liaison a pour rôle l'acheminement des dossiers aux différentes cours de justice (Cour du Québec et Tribunal de la jeunesse) et la mise à jour des statuts de ces dossiers et des personnes impliquées dans ceux-ci. Une secrétaire ainsi que deux agents de liaison sont nécessaires pour assurer les suivis. À la fin 2017, nous avons 1 922 dossiers actifs à la cour criminelle.



Ces dossiers ont généré plus de 979 prises d'empreintes et près de 176 dossiers où les suspects ont comparu à titre de détenus. Ce service assure aussi la liaison vers les trois cours municipales (Candiac, La Prairie, Saint-Constant) qui traitent les dossiers pénaux (constats d'infraction et règlements municipaux).

PAJ-SM (PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT JUSTICE SANTÉ MENTALE)

Les différents intervenants au processus judiciaire et du milieu de la santé sont à même de constater que de nombreuses personnes présentant des problématiques de santé mentale sont amenées à comparaître à la cour et à traverser le système judiciaire.

En octobre 2016, de concert avec la magistrature et les différents partenaires de la Montérégie, un comité de travail dont fait partie la Régie a été mis sur pied dans le district judiciaire de Longueuil.

Un protocole adapté à la réalité du district judiciaire de Longueuil a été élaboré. Celui-ci est desservi par cinq corps policiers (dont la Régie) et par trois Centres intégrés de Santé et des services sociaux (CISSS), soit les Centres intégrés de Santé et des services sociaux de la Montérégie Centre, Montérégie de l'Ouest et Montérégie de l'Est.

L'objectif principal est d'éviter le recours à l'emprisonnement des personnes qui présentent des problèmes de santé mentale en favorisant plutôt l'encadrement et le suivi dans la communauté.

Depuis le début de son implantation, 10 cas ont été référés à ce programme d'accompagnement sur le territoire de la Régie. Le Programme a officiellement débuté le 18 octobre 2017.

IDENTITÉ JUDICIAIRE

Deux techniciens en identité judiciaire ont comme mandat de recueillir et traiter les indices qu'ils récupèrent sur une scène de crime ou qui sont récupérés par tout autre policier, dont les patrouilleurs judiciaires qui sont spécifiquement formés pour la recherche d'indices.

Ils sont également spécialisés pour l'identification de véhicules volés et/ou maquillés ainsi que pour la recherche d'indices visant à déterminer les causes d'incendies criminels.

Les policiers à l'identité judiciaire doivent donc s'assurer de l'intégrité des éléments de preuve saisis (photos, ADN, empreintes, etc.) qui seront par la suite déposés en preuve devant le tribunal.



Le partenariat s'avère d'une grande importance dans ce domaine des plus spécialisés. La mise à jour de leurs connaissances et équipements ainsi que le maintien de liens étroits avec des partenaires tels que le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale sont essentiels.

Activités	2016	2017
Comparaison des empreintes	30	34
Scènes de crime	57	70
Scènes d'incendies criminels	2	3
Traitements photos	1 773	1480
Ouverture de lot (suivi des éléments de preuve recueillis)	1 612	1974
Identification de véhicules	45	31

PRÉVENTION ET RELATIONS MÉDIATIQUES

Cette équipe planifie et coordonne les programmes de prévention offerts en milieu scolaire, résidentiel et commercial. Les quatre policiers de cette section répondent aux besoins communautaires et sociaux en fournissant le soutien nécessaire aux citoyens.

Ils travaillent en partenariat avec les divers services et organismes du milieu et c'est grâce à cette coopération qu'ils obtiennent des résultats.

Fait saillant

- En raison de leur travail envers les jeunes, la section prévention de la Régie a reçu le prix du partenaire jeunesse de l'année décerné par la Table jeunesse Kateri, et ce pour une deuxième année consécutive.

L'organisme a tenu à souligner le travail accompli par la section prévention. L'implication, le dévouement et l'ouverture sur la communauté des policiers ont été soulignés par les organismes jeunesse du territoire. La Table regroupe une cinquantaine d'intervenants provenant des secteurs communautaires, de la santé et des services sociaux, de l'éducation et des services municipaux et ceux de la sécurité publique.



En matière de relation avec les médias, les agents ont pour mission :

- d'informer et de rassurer les citoyens sur la nature des interventions effectuées par les policiers;
- de promouvoir la prévention;
- d'obtenir l'aide de la population en diffusant certaines photos ou portraits-robots de suspects.

Statistiques des relations médias	2016	2017
Communiqué de presse rédigé	75	96
Événement médiatisé	177	253
Entrevue suite aux événements médiatiques	190	243
Conférence de presse tenue par la Régie	1	1

LA COLLABORATION AVEC LES ÉCOLES

En collaboration avec la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries et la Commission scolaire Riverside, nous avons offert 321 conférences en milieu scolaire et garderies. Ces conférences qui sont destinées aux élèves de niveau primaire et secondaire dans les 34 écoles du territoire portaient sur des sujets variés :

Niveau primaire

- Préscolaire : *1^{er} contact avec le policier*
 - Thèmes variés, sur demande
 - 30 minutes
- 1^{re} et 2^e année : *Prévention des agressions envers les enfants et les inconnus*
 - Conférence et vidéo *Mimi il faut sauver Duncan*
 - 60 minutes
- 3^e et 4^e année : *Sécurité à vélo*
 - Conférence sur la sécurité à vélo
 - 30 à 60 minutes
- 5^e année : *L'intimidation et la cyberintimidation*
 - Conférence sur l'intimidation et la cyberintimidation
 - 60 minutes
- 6^e année : *Gang de choix (conséquences légales)*
 - Atelier de ce programme de prévention
 - 60 minutes

Milieu scolaire secondaire

- 1^{re} année : Clips Intimidation
- 2^e année : Cybercriminalité
- 3^e année : Conduite de véhicule (vitesse, alcool, drogue, fatigue, texto)
- 4^e année : 24 heures texto et Zoom emploi et Projet XOX
- 5^e année : Gang de choix (conséquences légales)

La présence du policier préventionniste à l'école de la Magdeleine a été maintenue.

Fait saillant

- En 2017, la Régie a signé une entente avec la Commission scolaire des Grandes-Seigneuries pour la présence d'un préventionniste en milieu scolaire à l'école secondaire Jacques-Leber à Saint-Constant, afin d'assurer une coordination entre le service de police et la clientèle de l'école.

PRÉVENTIONNISTE À VÉLO

Pour une 15^e année durant la période estivale, 2 agents préventionnistes ont été appelés à travailler à vélo du 15 mai au 30 septembre en poursuivant les objectifs suivants :

1. Favoriser le rapprochement entre le Service de police et les citoyens;
2. Établir ou consolider les partenariats avec les organismes du milieu;
3. Prévenir la criminalité et promouvoir les comportements sécuritaires.

Pour ce faire, plusieurs présences ciblées ont été effectuées :

- Corridors scolaires lors de la rentrée
- Pistes cyclables
- Parcs et espaces publics
- Maisons des jeunes et camps de jour
- Organismes communautaires
- Commerces
- Événements spéciaux (culturel, communautaire, sportif, etc.)
- Vérification de lieux criminogènes et diffusion de dépliants



FORMATION

Le rôle premier du sergent à la formation est de planifier et coordonner la formation pour assurer le développement et le maintien des compétences des policiers.

Spécialisé dans le domaine de l'emploi de la force, il planifie et diffuse cette formation en plus d'agir en tant que personne ressource auprès du personnel.

Il assure le suivi des requalifications annuelles pour le volet des armes.

Il procède à l'analyse des dossiers impliquant l'emploi de la force et l'utilisation des véhicules par les policiers, il organise et supervise la rétroaction opérationnelle avec le personnel impliqué.

Il participe aux différents comités opérationnels traitant de l'emploi de la force tels que les interventions en santé mentale, en violence conjugale et intrafamiliale, etc.

Fait saillant

- Dès la création du poste en janvier 2017, le sergent à la formation a revu la planification des formations diffusées à l'interne et a entamé la révision des situations durant lesquelles la force a dû être utilisée pour contenir un(e) suspect(e).

En tout, 88 dossiers ont fait l'objet d'une telle révision.

QUELQUES-UNES DE NOS AUTRES ACTIVITÉS

- Maintien du programme Pair permettant d'offrir un service d'appels automatisés qui joint les aînés pour s'assurer de leur bon état de santé. Ce programme a permis, en 2017, de secourir 5 personnes.
- Participation au salon des aînés de Saint-Constant.
- Partenariat avec l'organisme de justice alternative « BENADO ».
- Participation à plusieurs comités de prévention avec nos partenaires communautaires.
- Vérification de 384 sièges d'auto pour enfants.



LISTE DES PRINCIPAUX PARTENAIRES

- Académie juillet
- AMT (train de banlieue)
- Association des directeurs de police du Québec
- Association des centres d'urgence du Québec (ACUQ)
- AVIF
- Benado
- Carrefour Jeunesse emploi de La Prairie
- Centre de bénévolat de la Rive-Sud
- Centre jeunesse de la Montérégie (CJM)
- Centre l'Éclaircie
- Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC)
- Centres locaux de services communautaires (CLSC)
- Centre de santé et services sociaux (CSSS)
- Club de motoneige du Centre de la Montérégie inc.
- Club de VTT les Aventuriers de la Montérégie
- Collège canadien de police (CCP)
- Collège Charles-Lemoyne
- Collège Jean de la Mennais
- Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
- Commission scolaire Riverside
- École nationale de police du Québec (ENPQ)
- Enfant retour Québec
- Gendarmerie Royale du Canada (GRC)
- Échec au Crime Québec
- L'Élan des jeunes
- L'Égide
- La Re-Source
- Jeunesse, J'écoute
- Maison des jeunes Adrénaline (La Prairie)
- Maison des jeunes Antidote (Candiac)
- Maison des jeunes Équinox (Sainte-Catherine)
- Maison des jeunes Extension (Saint-Constant)
- Maison des jeunes le Repère (Saint-Philippe)
- Maison des jeunes Symphonie (Delson)
- Ministère de la Sécurité publique (MSP)
- Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)
- Ministère des Transports
- MRC Roussillon
- Municipalité de Saint-Mathieu
- Peacekeepers de Kahnawake
- Police du CN
- Régie des alcools, des courses et des jeux
- Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent
- Réseau de transport La Québécoise, Le Richelain et Tarso
- Service de police de Châteauguay
- Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
- Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL)
- Service de police de Saint-Jean-sur-Richelieu
- Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)
- SOS violence conjugale
- Suicide action
- Sûreté du Québec
- Tel aide
- Tel jeunes
- Union des municipalités du Québec
- Université de Montréal
- Ville de Candiac
- Ville de Delson
- Ville de La Prairie
- Ville de Saint-Constant
- Ville de Sainte-Catherine
- Ville de Saint-Philippe

LISTE DES PRINCIPAUX COMITÉS

- Association québécoise de la criminalistique
- Comité Consultatif Client de l'ENPQ
- Comité des utilisateurs du logiciel Radar
- Comités de circulation (Candiac, Delson, La Prairie, Saint-Constant, Saint-Philippe et Sainte-Catherine)
- Comités des mesures d'urgence (Candiac, La Prairie et Sainte-Catherine)
- Comité faisons équipe – partageons la route en Montérégie
- Comité prévention des dépendances
- Comité provincial en santé mentale
- Comité provincial des sièges d'auto pour enfant
- Comité Provincial « PAIR »
- Comité régional de concertation contre l'intimidation et la violence
- Comité de sécurité publique de Candiac
- Police Organismes
- Préventionnistes – Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie (MLLLM)
- Réseau des partenaires contre la violence faite aux femmes, Jardins-Roussillon
- Service du renseignement criminel du Québec
- Table de concertation sur les relations de travail
- Table de la petite enfance
- Table de rencontres police/incendies
- Table des aînés Kateri
- Table des directeurs de l'Association des directeurs de police du Québec
- Table des gestionnaires d'enquêtes de la Montérégie
- Table des gestionnaires d'enquêtes de niveau 2
- Table des normes professionnelles
- Table des responsables de la surveillance du territoire
- Table jeunesse en santé mentale
- Table jeunesse Kateri
- Table prévention de la criminalité
- Toxicomanie



Mai 2018 • www.policeroussillon.ca

RÉGIE INTERMUNICIPALE
DE POLICE ROUSSILLON



Ce document est imprimé par Communication Globale Pub Cité, sur un papier certifié FSC® provenant de sources responsables.

